

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 30/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **HYDRO EXTRUSION Lucé/Châteauroux - Lucé 2**

42 Rue de la Beauce  
BP 89  
28110 Lucé

Références : IC250607  
Code AIOT : 0010000242

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement HYDRO EXTRUSION Lucé/Châteauroux - Lucé 2 implanté 59 rue du Maréchal LECLERC 28110 Lucé. L'inspection a été annoncée le 15/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Par courrier du 09 avril 2025, la société Hydro Extrusion Lucé/Châteauroux a informé le Préfet d'Eure-et-Loir de sa cessation totale d'activité de son site localisé au 59 rue du Maréchal Leclerc (appelé site Lucé 2) sur la commune de Lucé à compter du 09 mai 2025. La présente visite d'inspection a pour objectif de faire un point sur la procédure de cessation d'activité actuellement en cours.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HYDRO EXTRUSION Lucé/Châteauroux - Lucé 2
- 59 rue du Maréchal LECLERC 28110 Lucé
- Code AIOT : 0010000242
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société avait pour activité le traitement de surface (anodisation) de profilés aluminium régie par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°220 A du 17 janvier 1957.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Transmission du dossier de cessation d'activité au maire	Code de l'environnement du 25/09/2025, article R. 512-39-2-II	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de mise en sécurité	Code de l'environnement du 25/09/2025, article R. 512-39-1-II	Sans objet
3	Attestation de sécurité (Attes secur)	Code de l'environnement du 25/09/2025, article R. 512-39-1-III	Sans objet
4	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 25/09/2025, article R. 512-39-3	Sans objet
5	Attes mémoire	Code de l'environnement du 25/09/2025, article R. 512-39-3-I	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette visite d'inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Transmission du dossier de cessation d'activité au maire**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/09/2025, article R. 512-39-2-II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Transmission du dossier de cessation d'activité au maire
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou

au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site [...]. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions [...].

**Constats :**

**Constat : écart constaté, l'exploitant n'a pas transmis au maire de Lucé et au propriétaire du site le dossier de cessation d'activité comprenant les plans du site, les études sur la situation environnementale et les usages successifs du site ainsi que les propositions d'usage futur du site.**

Par courrier du 09/04/2025, l'exploitant déclare à l'autorité préfectorale qu'une réunion a eu le 20 mars 2025 en présence du Maire de la commune de Lucé, du chef de cabinet ainsi que le service urbanisme. A cette occasion, la collectivité a été informée oralement par l'exploitant de sa proposition d'usage futur de type industriel (activité) et tertiaire (bureaux) correspondant à un usage comparable à la dernière exploitation du site.

L'inspection des installations classées indique à l'exploitant que les éléments du dossier de cessation d'activité doivent être formellement communiqués à la collectivité et au propriétaire du site conformément à la prescription susvisée. L'accomplissement de cette démarche permettra notamment aux personnes consultées de notifier au préfet ainsi qu'à l'exploitant leur accord ou désaccord sur les propositions d'usage futur du site dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant.

L'inspection des installations classées précise par ailleurs à l'exploitant les dispositions de l'article R. 512-39-2-II et III du Code de l'environnement :

- en l'absence d'observations dans ce délai de la part de la collectivité et du propriétaire, leur avis est réputé favorable ;
- en cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant devra informer le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés ;
- en cas de désaccord entre l'exploitant, le maire et le propriétaire du terrain, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des points IV et V de l'article R. 512-39-2 du Code de l'environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 2 : Mesures de mise en sécurité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 25/09/2025, article R. 512-39-1-II

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de mise en sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constat :</u> la mise en sécurité du site est en cours de finalisation.</b></p> <p>Par courrier du 09/04/2025, l'exploitant mentionne que les mesures qui seront prises pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation la mise en sécurité du site, sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Enlèvement des produits dangereux et déchets présents sur le site ;</li> <li>• Nettoyage, vidange, retrait et/ou transfert des équipements du site ;</li> <li>• Interdiction/limitation d'accès au site et/ou gardiennage ;</li> <li>• Consignation des énergies (gaz, électricité) ;</li> <li>• Surveillance des effets sur l'environnement.</li> </ul> <p>L'exploitant précise aussi qu'un dossier de mise en sécurité sera transmis au préfet en application de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement [...].</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le bâtiment principal a été complètement vidé de ses équipements et que celui-ci est nettoyé ;</li> <li>- des bennes dédiées à l'évacuation des derniers déchets sont encore présentes sur le site ;</li> <li>- le site est placé sous gardiennage, l'exploitant précise que la surveillance du site est assurée par un agent de sécurité 7 j/7 j et 24 h/24 h ;</li> <li>- le bâtiment principal n'est plus alimenté en gaz et électricité, l'exploitant signale que l'eau n'a pas été coupée afin que les robinets incendie armés restent opérationnels ;</li> <li>- un camion de la société SVR chargé d'évacuer les boues de la station d'épuration est présent au moment de l'inspection, l'exploitant précise que l'évacuation de ces effluents devrait s'achever en début de semaine prochaine (soit la semaine du 29 septembre) ;</li> <li>- le dossier de mise en sécurité du site est actuellement en cours de finalisation par le bureau d'études.</li> </ul> <p><i>Nota : Au jour de la visite, l'inspection des installations classées n'a pas accédé à l'ensemble des bâtiments annexes et l'exploitant a déclaré que ces derniers sont tous également vides (notamment les locaux de stockage de produits chimiques). L'exploitant s'est engagé à transmettre ultérieurement à l'inspection des installations classées les justificatifs d'évacuation/d'élimination de ces produits dangereux.</i></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Attestation de sécurité (Attes secur)**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/09/2025, article R. 512-39-1-III
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Attestation de sécurité (Attes secur)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.
<b>Constats :</b>  <u><b>Constat :</b> l'exploitant devra faire attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, que les mesures de mise en sécurité du site ont été mises en œuvre.</u>  D'après le courrier du 09/04/2025, l'exploitant a indiqué à l'autorité préfectorale que le dossier de mise en sécurité du site ainsi que l'attestation de mise en œuvre des mesures de sécurité (ATTES SECUR) seront transmis au mois d'août 2025. Par courriel du 28/08/2025, l'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées qu'il sera finalement en mesure de fournir l'attestation susvisée d'ici la fin du mois de septembre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Mémoire de réhabilitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/09/2025, article R. 512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mémoire de réhabilitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé

par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.

Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :

1° Les objectifs de réhabilitation ;

2° Un plan de gestion comportant :

a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;

b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;

c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux [...].

#### **Constats :**

**Constat :** l'exploitant devra transmettre au préfet un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Par courrier du 09/04/2025, l'exploitant mentionne qu'un mémoire de réhabilitation sera transmis en application de l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement. A ce titre, une étude historique et documentaire permettant d'identifier les zones à risques de pollution sur le site a été réalisée. Des investigations sur le site (prélèvements de sols, d'eaux souterraines et gaz de sol) sont en cours de réalisation. A la suite de ces investigations, le mémoire de réhabilitation pourra être préparé. Ce mémoire présentera, s'il y a lieu, les travaux et mesures de surveillance nécessaires, compte tenu des résultats des investigations, et d'un bilan des coûts et avantages de la réhabilitation au regard de l'usage futur envisagé pour le site.

Lors de la visite, l'exploitant signale que les investigations sur le site ont été réalisés et que les résultats d'analyse viennent de lui être communiqués ce jour. L'exploitant rappelle que les études historiques et documentaires démontrent que la pollution au perchloroéthylène (outétrachloroéthylène, PCE), dans les sols et dans la nappe d'eau souterraine au droit du site et du voisinage, est antérieure à ses activités.

L'inspection des installations classées répond qu'en l'état du droit et de la jurisprudence, la responsabilité de l'exploitant au moment de la cessation d'activité ne peut être écartée du seul fait que les pollutions sont liées à des activités antérieures. La doctrine administrative et la jurisprudence considèrent que la responsabilité environnementale découle du statut d'exploitant et non de celui de pollueur effectif.

Toutefois, il appartient à l'exploitant :

- d'engager une action récursoire contre les anciens exploitants ou propriétaires identifiables, afin de répartir la charge financière de la dépollution ;
- de tenter de caractériser l'origine externe (migration depuis un site tiers), sous réserve de

preuves solides et d'une validation de l'inspection des installations classées ; - de proposer une adaptation des mesures de gestion en fonction de l'usage futur (par exemple, confinement ou servitude d'utilisation).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Attes mémoire**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/09/2025, article R. 512-39-3-I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Attes mémoire
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. L'entreprise chargée de fournir l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation [...].
<b>Constats :</b>  <b>Constat :</b> <u>l'exploitant devra faire attester de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</u>  Par courrier du 09/04/2025, l'exploitant indique à l'autorité préfectorale qu'une attestation de l'adéquation des mesures de gestion et de réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts environnementaux en tenant compte des usages futurs (« ATTES-MEMOIRE »), sera transmise en novembre 2026.  En réponse à ce courrier, l'autorité préfectorale a rappelé à l'exploitant le 30/07/2025 ses obligations en matière de transmission du mémoire de réhabilitation et de l'ATTES MEMOIRE au regard de l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement (c'est-à-dire transmission des documents susmentionnés dans les 6 mois qui suivent l'arrêt définitif, soit au plus tard pour fin



novembre 2025).

Au jour de la visite, l'exploitant déclare que le bureau d'études sera en mesure de transmettre l'attestation ainsi que le mémoire de réhabilitation dans le délai imparti.

**Type de suites proposées :** Sans suite